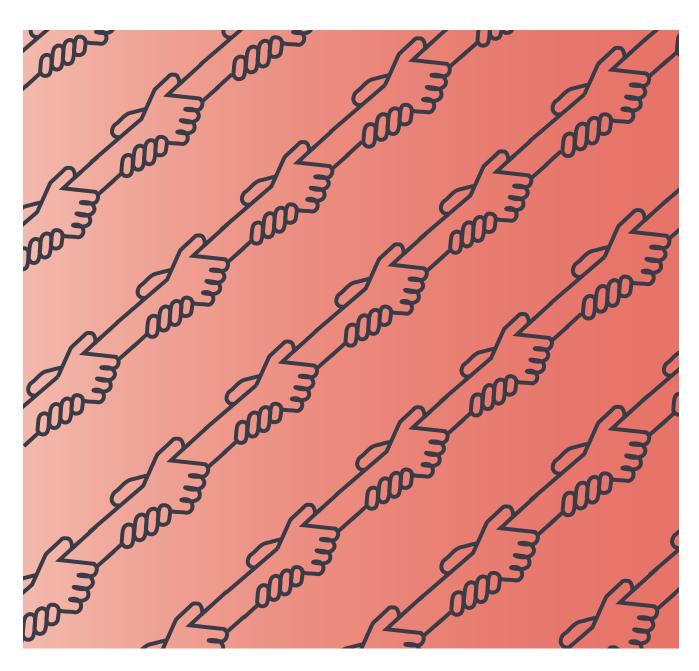
La résistance humanitaire

Network Paper

Son importance éthique et opérationnelle

Hugo Slim







À propos de l'auteur

Le Dr Hugo Slim est Directeur de recherche à l'Institut Las Casas pour la justice sociale basé au Blackfriars Hall au sein de l'Université d'Oxford et à l'Institut d'Éthique, de Droit et de Conflit armé de la Blavatnik School of Government.

Remerciements

Je tiens à remercier le Dr Talita Dias, Wendy Fenton et Matthew Foley pour leur collaboration sur certaines parties de cet article.

Humanitarian Practice Network (HPN) ODI 203 Blackfriars Road Londres SE1 8NJ Royaume-Uni

Tél : +44 (0)20 7922 0330 Fax : +44 (0)20 7922 0399

Adresse électronique : hpn@odi.org.uk

Site Web: www.odihpn.org

À propos du HPN

Le Humanitarian Practice Network de l'ODI est un forum indépendant où les agents de terrain, les responsables et les décideurs politiques du secteur humanitaire partagent des informations, des analyses et des expériences. Les idées et opinions exprimées dans les publications du HPN ne reflètent pas nécessairement celles du Groupe chargé des politiques humanitaires ou de l'ODI.

Ce travail est sous licence CC BY-NC-ND 4.o.

Graphique de couverture : Jessica Rennoldson

Network Paper

Numéro 87 Septembre 2022



La résistance humanitaire : son importance éthique et opérationnelle

Contents

introduction	4
Qu'est-ce que la résistance humanitaire ?	6
Résistance humanitaire et éthique humanitaire	13
Résistance humanitaire et droit international	16
Une source de « pollution » pour l'action humanitaire conventionnelle ?	18
La résistance humanitaire dans l'humanitarisme	21

Introduction

L'invasion de l'Ukraine par la Russie et le retour de la dictature militaire au Myanmar ont rappelé au monde l'importance de la résistance humanitaire. Dans les deux pays, le sauvetage et l'aide aux civils sont organisés par des groupes de résistance qui luttent à la fois pour la victoire et pour l'humanité, et prennent donc simultanément parti pour la vie et la liberté humaines. Ils ne sont pas neutres mais ils sont humanitaires. Dans de nombreuses situations, les travailleurs humanitaires de la résistance atteignent les populations plus rapidement et mieux que les travailleurs humanitaires classiques des agences internationales neutres.

Les organisations de résistance humanitaire méritent le respect et le soutien, et le concept même de résistance humanitaire doit être mieux reconnu. Les agences humanitaires internationales conventionnelles ont souvent du mal à répondre de manière adéquate à la souffrance et à l'injustice. Leurs opérations neutres nécessitent le consentement de régimes autoritaires réticents qui soupçonnent généralement leurs valeurs libérales et leurs bailleurs de fonds occidentaux. Les lourdeurs administratives des agences et leur myriade de normes les rendent lentes et coûteuses. Les travailleurs humanitaires de la résistance sont déjà sur le terrain, proches des populations dans le besoin et plus courageux dans leur action humanitaire. Leur double combat pour la justice et l'humanité est fermement ancré dans l'éthique et le droit, ce qui les rend tout aussi légitimes que les travailleurs humanitaires classiques et souvent beaucoup plus aux yeux des populations qui souffrent.

Les travailleurs humanitaires internationaux et les gouvernements qui les subventionnent devraient embrasser la résistance humanitaire menée localement, comme nous l'avons vu récemment en Syrie, au Myanmar, en Ukraine et au Tigré. Cependant, l'idée d'une résistance humanitaire peut donner des frissons à certains travailleurs humanitaires dits « responsables », qui insistent sur le fait que l'action humanitaire doit toujours être neutre et menée en grande partie par des organisations reconnues au niveau international, telles que le mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, les agences des Nations unies ou les organisations non gouvernementales internationales (ONGI). Reconnaître formellement la résistance humanitaire, ou l'humanitarisme de résistance, pourrait être politiquement dangereux pour leur projet humanitaire neutre. Partager le label humanitaire avec des organisations de résistance peut entacher l'action humanitaire classique et exposer le personnel neutre et indépendant à un risque de confusion avec des travailleurs humanitaires partisans.

Cet article plaide en faveur de la résistance humanitaire en tant que forme essentielle, éthique et légale de l'action humanitaire organisée. J'affirme que cette phrase n'est pas un oxymore. L'action humanitaire engagée pour des raisons politiques relève du bon sens moral et est légale en vertu du droit international relatif aux droits de l'Homme (DIDH) et du droit international humanitaire (DIH). Tout comme les combattants partisans dans le cadre des lois de la guerre, les travailleurs humanitaires partisans devraient être plus officiellement reconnus dans les politiques et les lois afin de protéger la contribution qu'ils apportent pour sauver des vies. Si tel n'est pas le cas, les travailleurs humanitaires internationaux risquent de pratiquer une politique de deux poids, deux mesures dans leur silence sur la

valeur de l'humanitarisme de résistance et dans leur discours sur leur propre importance. En Ukraine, par exemple, les organisations internationales ont eu du mal à rivaliser avec la portée et la pertinence de l'humanitarisme de la résistance, et ont cherché à le dominer plutôt qu'à l'encourager.¹

L'article présente tout d'abord quelques exemples récents de résistance humanitaire en action. Cela témoigne de l'importance de la contribution que la résistance humanitaire apporte à la protection et au respect de la vie humaine en temps de guerre, de dictature et d'injustice, comme elle l'a toujours fait. Ensuite, je montre comment la résistance humanitaire s'inscrit dans le cadre plus large de la politique et de la pratique de la résistance civile. Après avoir identifié la résistance humanitaire comme une pratique spécifique, je l'explore ensuite sur le plan éthique comme le devoir de résister et de réparer, et je la justifie sur le plan juridique en montrant que l'humanitarisme neutre n'est pas une exigence des droits de l'homme ou du droit humanitaire. Enfin, j'examine deux problèmes potentiels découlant de l'étiquetage de l'aide partisane en tant que résistance humanitaire : tout d'abord, le risque de pollution qui peut découler de la confusion entre l'humanitarisme de résistance et l'humanitarisme neutre ; et ensuite, la résistance humanitaire en tant que partie des mouvements de résistance injuste. Je note ici que sauver des vies par des personnes soutenant une cause injuste est toujours digne d'une épithète humanitaire si ses valeurs fondamentales d'humanité et d'impartialité sont respectées, mais pas lorsque ces mêmes organisations sont complices d'une inhumanité délibérée.

Stoddard, A., Harvey, P., Timmins, N. et al. (2022) Faciliter l'intervention locale : les nouvelles priorités humanitaires en Ukraine Mars-Mai 2022. Londres : Impacts humanitaires (www.humanitarianoutcomes.org/Ukraine_review_June_2022).

Qu'est-ce que la résistance humanitaire?

La résistance humanitaire est sans doute aussi ancienne que la guerre, la tyrannie et l'injustice elles-mêmes, mais le terme précis a été inventé récemment et constitue un néologisme en éthique, en politique et en droit. La première fois que j'ai entendu parler de « résistance humanitaire », c'était dans l'histoire importante de Khatchig Mouradian concernant le réseau secret d'individus, d'églises et d'entreprises qui ont tenté de sauver la vie des Arméniens pendant le génocide Ottoman dont ils ont été victimes au cours de la Première Guerre mondiale.² Mouradian lui-même s'inspire de l'utilisation antérieure du terme par Hilmar Kaiser et d'autres personnes qui ont également rédigé des articles sur l'aide aux Arméniens dans la Syrie ottomane.³ La description faite par Mouradian de ce réseau de résistance, qui combinait les efforts locaux, nationaux et internationaux pour protéger et secourir les Arméniens, en tant que « résistance humanitaire » me semble appropriée. Le réseau a déployé ses efforts pour sauver des vies en s'opposant politiquement à la politique ottomane, le plus souvent sans le consentement des Ottomans et parfois au risque personnel d'être exécuté s'il était découvert.

La résistance humanitaire est un phénomène courant tout au long de l'histoire humanitaire, et l'exemple arménien décrit par Mouradian n'est qu'un cas parmi des centaines d'autres. Le XXe siècle, avec toutes ses guerres et ses tyrans, a connu de nombreux cas de personnes qui ont pris parti dans la guerre et contre la dictature, et ont agi en fonction de leurs engagements politiques en menant des actions directes pour sauver des vies. Les historiens spécialistes de l'Holocauste ont recensé de nombreux efforts individuels et collectifs pour sauver le peuple juif du génocide nazi dont il a été victime. L'histoire de l'Holocauste adopte les termes de « sauvetage » et de « sauveteurs », ainsi que de « résistance », pour décrire les récits de centaines de personnes courageuses qui ont caché et transporté des Juifs en lieu sûr, ou qui ont délivré de faux documents pour leur permettre de circuler en toute sécurité. Les historiens spécialistes de l'Holocauste n'utilisent pas le terme de résistance humanitaire, mais ils pourraient le faire. Les politologues ont tendance à parler d' « aide aux rebelles » et de « gouvernance des rebelles » dans leur analyse récente des mouvements de résistance en Syrie

La première utilisation systématique du terme dont j'ai connaissance est celle de Khatchig Mouradian dans son ouvrage intitulé *The resistance network: the Armenian genocide and humanitarianism in Ottoman Syria 1915-1918* (Le réseau de résistance : le génocide arménien et l'humanitarisme en Syrie ottomane 1915-1918) (2021). Ann Arbor : Michigan State University Press.

³ Kaiser, H., Eskijian, L. and Eskijian, N. (2017) At the crossroads of Der Zor: death, survival and humanitarian resistance in Aleppo 1915–1917 (Au carrefour de Der Zor: la mort, la survie et la résistance humanitaire à Alep 1915-1917). Tampa: Signalman Publishing.

⁴ Slim, H. (2020) 'Notable humanitarians who took sides' (Des travailleurs humanitaires célèbres qui ont choisi leur camp). Article disponible en ligne. The New Humanitarian (www.thenewhumanitarian.org/opinion/2020/09/22/humanitarians-who-took-sides).

Pour un bref résumé sur le sauvetage des victimes de l'Holocauste, veuillez consulter Bauer, Y., Zuroff, E. et Litvak, Y. (eds) (2007) *Encyclopaedia Judaica*, Vol. 9, 2nd edn. ÉTATS-UNIS : Référence Macmillan, p. 409 et suivantes.

et ailleurs. Les spécialistes des sciences sociales rédigent de nombreux articles sur la « résistance civile » et l' « autoprotection » dans les guerres civiles, ainsi que sur la « paix au quotidien » pendant les conflits. Ces études montrent comment les communautés évitent les attaques, réduisent leurs risques et maintiennent le capital social et économique au-delà des lignes ennemies. Cependant, pour les organisations spécifiques de secours et de protection qui sauvent des vies et qui combinent un désir de victoire et d'humanité, la résistance humanitaire semble être une description plus exacte que la notion plus large de gouvernance rebelle et la pratique plus étroite de l'autoprotection.

Les exemples historiques et contemporains suggèrent une définition relativement simple de la résistance humanitaire :

La résistance humanitaire consiste à secourir, soulager et protéger les personnes qui souffrent sous un régime ennemi et injuste. Elle est spécialement organisée par des individus et des groupes qui sont politiquement opposés au régime et soutiennent la résistance contre celui-ci en raison de leurs engagements politiques ou de leur conscience personnelle. La résistance humanitaire prend parti et s'effectue sans le consentement de l'ennemi, souvent secrètement et au prix de grands risques personnels.

L'utilisation du mot « ennemi » est essentielle dans cette définition, car les personnes travaillant dans la résistance humanitaire reconnaissent avoir un ennemi, alors que les travailleurs humanitaires neutres doivent affirmer qu'ils n'en ont pas. La question de la conscience est également importante, car tous les travailleurs humanitaires de la résistance ne sont pas nécessairement des membres inscrits d'un parti politique ou d'un mouvement de résistance qui s'oppose explicitement à l'autre camp. Certains travailleurs humanitaires adoptent une approche de résistance par simple conscience personnelle. Leur résistance est d'inspiration religieuse ou éthique et n'est pas rattachée à un groupe politique ou de résistance particulier.

Une dernière observation sur la définition, bien que plutôt philosophique, mérite d'être faite. Le principe de solidarité a traditionnellement été utilisé pour décrire une forme d'humanitarisme qui n'est pas neutre

- Voir, par exemple, Carnegie, A., Howe, K., Lichtenheld, A. et al. (2022) 'The effects of foreign aid on rebel governance: evidence from a large-scale USAID program in Syria' (Les effets de l'aide étrangère sur la gouvernance des rebelles : preuve d'un programme USAID à grande échelle en Syrie) *Economics and Politics* (34) 1: 41-66 (https://doi.org/10.1111/ecpo.12178).
- Kaplan, O. (2017) Resisting war: how communities protect themselves (La résistance à la guerre : comment les communautés se protègent). Cambridge : Cambridge University Press; Gorur, A. and Carstensen, N. (2016) 'Community self-protection' (L'autoprotection communautaire) in Wilmot, H., Mamiya, R., Sheeran, S. et al. (eds) La protection des civils. Oxford : Oxford University Press; Baines, E. and Paddon, E. (2012) 'This is how we survived: civilian agency and humanitarian protection' (Voici comment nous avons survécu : agence civile et protection humanitaire) Security Dialogue 43 (3) (https://doi.org/10.1177/0967010612444150); Mac Ginty, R. (2021) Everyday peace: how so-called ordinary people can disrupt violent conflict (La paix au quotidien : comment des personnes dites ordinaires peuvent perturber les conflits violents). Oxford : Oxford University Press.

mais qui prend parti.8 On peut donc se demander pourquoi nous avons besoin du terme « résistance humanitaire » alors que nous pourrions tout aussi bien parler de solidarité humanitaire. Cependant, il y a une différence, je pense, entre la solidarité et la résistance. La solidarité exprime une position morale et idéologique dans laquelle nous adhérons à la juste cause des autres et sommes fermement à leurs côtés pour soutenir leur objectif. Par essence, la solidarité est un engagement en faveur de l'unité et d'une cause commune. Elle ne donne aucune information sur ce que l'on peut réellement faire dans la pratique. Par exemple, si je suis solidaire du Mouvement de désobéissance civile (MDC) au Myanmar, je peux simplement adhérer à leur combat et espérer le meilleur pour eux. La solidarité est plus une attitude qu'un acte jusqu'à ce qu'elle se manifeste par une action spécifique, telle que le sauvetage et la prise en charge de certaines personnes et leur protection contre l'ennemi. Dans l'action, votre solidarité doit inévitablement résister aux puissantes forces qui vous entourent et veulent vous empêcher de sauver ou de secourir, et qui vous puniront si elles vous surprennent à le faire. La solidarité est un précurseur et une motivation de l'action. Elle ne constitue pas l'action elle-même, mais dès que vous agissez en tant qu'humanitaire, vous résistez au pouvoir de l'ennemi, et celui-ci vous résiste en retour.9 Il est donc plus juste de parler de résistance humanitaire, car cela rend compte de l'inévitable dynamique de pouvoir impliquée dans l'action de solidarité contre un adversaire.

Autre raison de spécifier la résistance: la solidarité est utilisée différemment selon les agences humanitaires. De nombreux humanitaires neutres, comme le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), soulignent qu'ils sont solidaires des victimes de la guerre et de la violence. Mais ils parlent ici d'une solidarité neutre et universelle avec tous ceux qui souffrent. C'est très différent d'une solidarité politique particulière avec un camp contre un autre. Le discours sur la solidarité risque donc d'être confus lorsque les organismes l'utilisent avec des significations différentes. La résistance est beaucoup plus explicite dans sa reconnaissance des prises de position, de l'inimitié et de la confrontation, ainsi que de l'inévitable secret qui accompagne toute forme de résistance.

Cette définition abstraite peut être étoffée par plusieurs exemples de résistance humanitaire. Lors de la Révolution égyptienne de 2011-2013, de nombreux médecins ont consciemment fusionné leurs engagements politiques et humanitaires pour devenir des médecins de la résistance s'occupant des manifestants sur la Place Tahrir, prenant ainsi parti tout en soignant les blessés des deux côtés.¹º Ces médecins se sont rendus sur la Place pour faire cause commune avec les manifestants et se sont considérés comme des travailleurs de la santé politiquement engagés. Soigner les personnes blessées lors de manifestations révolutionnaires contre les forces de sécurité constituait leur contribution à la lutte. Cependant, dans le même temps, leur éthique médicale les engageait également à soigner tous les blessés, et ils s'occupaient également de tout policier ou militaire blessé amené dans leurs cliniques. Néanmoins, leur impartialité n'était pas appréciée par les autorités et ils étaient parfois attaqués et

Weiss, T.G. (1999) « Principles, politics and humanitarian action » *Ethics and International Affairs* 13 (https://doi. org/10.1111/j.1747-7093.1999.tb00322.x).

Je suis conscient que tout ceci est un peu foucaldien et que de nombreux humanitaires de la nouvelle génération comprennent bien mieux que moi le travail de Foucault. Mais, bien sûr, il s'agit également de physique newtonienne, qui a plutôt précédé ce grand homme français.

¹⁰ Roborgh, S.E. (2018) «Beyond medical humanitarianism: politics and humanitarianism in the figure of the Mīdānī physician» Social Science and Medicine 211: 321–329 (https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2018.06.037).

passés à tabac dans leurs cliniques de campagne par les forces de sécurité en raison du soutien qu'ils apportaient et de leur engagement envers la révolution. Des opérations similaires font également office de norme en Syrie.¹¹

En Méditerranée, une forme similaire de résistance humanitaire s'est jouée ces dernières années pour sauver les migrants de la noyade dans leurs tentatives d'arrivée en Europe. Plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) humanitaires ont exploité des navires de sauvetage dans le cadre d'un acte politique visant à dénoncer et à résister à la politique migratoire de l'Union européenne (UE). Certaines se sont vu refuser l'ancrage dans les ports italiens et leurs équipages ont été arrêtés. Caroline Abu Sa'da, Directrice de SOS Méditerranée Suisse, considère son organisation comme « une sorte de justicier de la Méditerranée ». Il s'agit d'un mouvement de citoyens qui s'oppose aux politiques injustes et illégales des États de l'UE et les jeunes volontaires de SOS « considèrent leur engagement politique comme une lutte contre l'ethno-nationalisme » en Europe. De manière similaire, mais moins spectaculaire et moins médiatisée, les humanitaires de la résistance ont été actifs à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie en ouvrant des voies d'évacuation pour les personnes fuyant le gouvernement autoritaire de Minsk.

Un peu plus loin dans le temps, les années 1980 et le début des années 1990 ont vu plusieurs organisations importantes de résistance humanitaire en action. Dans le Soudan du Sud, dans les années 1980, Norwegian People's Aid (NPA) est devenue célèbre pour avoir pris parti dans la guerre pour un Soudan du Sud indépendant. La NPA a refusé de se joindre à Operation Lifeline Sudan, l'intervention neutre de l'aide internationale coordonnée par l'ONU, et a continué à apporter son soutien politique directement à la lutte pour l'indépendance. La NPA a refusé de se joindre aux efforts dirigés par les Nations unies et s'est uniquement associée au travail du département d'aide et de développement du Mouvement populaire de libération du Soudan, l'aile politique de l'Armée populaire de libération du Soudan.

Dans l'Éthiopie voisine, la longue guerre civile a donné naissance à deux organisations de résistance humanitaire beaucoup plus importantes qui ont été soutenues activement, bien que secrètement, par les ONG et l'aide occidentales. Le Front populaire de libération de l'Érythrée a créé l'Eritrean Relief Association (ERA) pour diriger les efforts humanitaires dans la guerre pour l'indépendance de l'Éthiopie. Le Tigré voisin, qui luttait en faveur de l'autonomie régionale plutôt que pour la sécession, a formé la Relief Society of Tigray (REST), l'aile humanitaire du Front populaire de libération du Tigré. REST et ERA ont toutes deux mené des programmes d'aide extraordinairement complets pendant leurs longues luttes révolutionnaires. Au milieu des années 1980, leurs programmes ont sauvé des personnes de la famine et des bombardements, et guidé des centaines de milliers de personnes vers la sécurité au Soudan voisin lorsque leurs opérations se sont avérées sous-dimensionnées pour faire face à une famine étendue.

[«]You got the stuff?»: réseaux d'activistes humanitaires en Syrie, Dalia Abdelwahid, Humanitarian Exchange 59, novembre 2013 (https://odihpn.org/publication/%c2%91you-got-the-stuff%c2%92-humanitarian-activist-networks-in-syria/).

Fiore, J. (2019) « Rescue and resistance in the Med: an interview with Caroline Abu Sa'da, Director of SOS Méditerranée Suisse » *Journal of Humanitarian Affairs* 1 (1) (www.manchesteropenhive.com/view/journals/jha/1/1/article-p62.xml).

À l'origine, les deux groupes étaient soutenus financièrement et en nature dans le cadre d'opérations transfrontalières coordonnées par l'Emergency Relief Desk (ERD), un consortium d'ONG occidentales. À l'origine, l'ERD était un acte de résistance basé sur l'église contre le refus du gouvernement éthiopien et des agences d'aide occidentales de donner la priorité à l'aide vitale dans les zones rebelles. Opérant discrètement depuis Khartoum, l'ERD s'est finalement développé pour inclure d'importantes ONG laïques et un financement occidental significatif.¹³ L'ERD déplaçait secrètement des convois la nuit et donnait une grande autonomie opérationnelle aux équipes de l'ERA et de REST, dont beaucoup étaient des vétérans de la résistance et qui étaient tous politiquement engagés dans la lutte en faveur de la libération. Il en était de même pour de nombreux humanitaires du réseau ERD.

La résistance humanitaire est une résistance civile

La résistance civile à l'injustice, à la guerre, à la dictature et à l'occupation prend de nombreuses formes. Elle utilise la manifestation, la désobéissance, les grèves, les boycotts et les sit-in. Il y a la poésie de la résistance, la littérature de la résistance et l'art de la résistance. Le sabotage, le secret et l'espionnage jouent également leur rôle. Les blagues, les graffitis et les bandes dessinées sont largement utilisés pour soutenir le moral et saper l'ennemi. Le grand Gene Sharp a répertorié 198 méthodes différentes pouvant constituer une résistance civile non violente dans son dictionnaire sur le sujet.¹⁴ Ces activités s'étendent sur un spectre couvrant la non-violence absolue, la désobéissance, les boycotts, l'irritation délibérée, la coercition et les dommages de toutes sortes. 15 Candice Delmas souligne que nombre de ces activités sont légitimement «inciviles» parce qu'insultantes, perturbatrices et gênantes pour les autres.16 La résistance implique aussi fréquemment la création d'institutions sociales alternatives et de gouvernements parallèles. C'est là que la résistance humanitaire s'inscrit comme un domaine clé de la résistance. Outre la perturbation de l'ordre existant, la résistance civile peut créer de nouvelles organisations et la «production de biens collectifs». ¹⁷ Ces biens collectifs comprennent des services publics alternatifs, la création de nouveaux espaces politiques et la création délibérée d'« utopies de travail » comme des coopératives, des écoles de langues ou des communautés « net zéro » qui incarnent les objectifs du mouvement de résistance.

La résistance humanitaire incarne ce type de résistance civile productive en créant ou en renforçant des institutions d'aide d'urgence en situation d'urgence et aux fins de la victoire. En Birmanie, les personnes engagées dans la résistance boycottent les institutions gouvernementales et ont soit créé de nouvelles

- Duffield, M. et Prendergast, J. (1994) Without troops and tanks: the Emergency Relief Desk and the cross-border operation into Eritrea and Tigray. Lawrenceville, GA: Red Sea Press.
- Sharp, G. (2012) Sharp's dictionary of power and struggle the language of civil resistance in conflicts. Oxford: Oxford University Press.
- Pour des études de cas et une analyse des mouvements de résistance civile au cours des cent dernières années, voir: Chenoweth, E. (2021) *Civil resistance: what everyone needs to know.* Oxford: Oxford University Press; Roberts, A. and Garton Ash, T. (eds) (2011) *Civil resistance and power politics: the experience of non-violent action from Gandhi to the present.* Oxford: Oxford University Press; Erickson Nepstad, S. (2011) *Nonviolent revolutions: civil resistance in the late 20th century.* Oxford: Oxford University Press.
- 16 Delmas, C. (2020) A duty to resist: when disobedience should be uncivil. Oxford: Oxford University Press.
- della Porte, D. and Diani, M. (eds) (2015) *The Oxford handbook of social movements*. Oxford: Oxford University Press, p3.

associations pour secourir et aider les personnes souffrant de la violence de la dictature et de la pauvreté croissante, soit renforcé les institutions sociales et religieuses existantes dans le même but. En Ukraine, où une nation entière lutte pour sa survie contre une agression extérieure, les gens se sont rassemblés en masse en tant qu'auxiliaires bénévoles pour développer significativement l'aide alimentaire, le logement et l'éducation d'urgence, le travail social, la défense civile et les services d'ambulance et de pompiers. On estime que 1700 nouveaux groupes humanitaires locaux ont été créés au cours des trois premiers mois de la guerre. Il s'agit notamment de réseaux d'entraide et de petites cellules de résistance qui secourent activement les personnes dans les zones urbaines contestées et occupées.¹⁸

Toutes ces activités d'aide associent objectif humanitaire et objectif de résistance au sein d'une même activité. Être un humanitaire de la résistance en Birmanie ou en Ukraine signifie jouer son rôle dans la lutte. Travailler en tant que médecin, pompier ou professeur d'urgence est vécu et compris comme une forme précieuse de résistance civile. Les humanitaires de la résistance ont pris parti et incarnent leurs engagements politiques de résistance dans leur travail humanitaire, qui met en œuvre le principe d'humanité pour ceux qui souffrent de l'injustice. Pour reprendre le vieux langage de la Seconde Guerre mondiale, ils se battent sur le front intérieur.

L'impact de la résistance humanitaire est significatif. Des dizaines de milliers de personnes ont été sauvées des villes ukrainiennes attaquées par les Russes par des groupes informels utilisant leurs propres voitures et des itinéraires secrets dans un relais continu de convois de sauvetage. Ces sauveteurs considèrent leur travail humanitaire comme faisant partie de la lutte politique contre l'invasion russe. En Birmanie, des centaines de milliers de personnes reçoivent de la nourriture, des soins et une éducation d'urgence de la part de comités de sauvetage et de comités de secours formés par des personnes du MDP qui ont quitté leurs emplois gouvernementaux pour travailler pour des institutions alternatives et résistantes. Le peuple tigréen possède une longue tradition d'organisation de l'aide en tant qu'expression de sa lutte contre les régimes éthiopiens rivaux. De nombreuses ONG syriennes importantes ont été créées dans des zones anti-Assad, imprégnées à proportions égales d'objectifs humanitaires et de résistance.

L'aide aux rebelles, la gouvernance rebelle et l'aide partisane n'ont peut-être pas été formellement décrites comme de la résistance humanitaire jusqu'à récemment, mais la pratique est ancienne et constante. Au XXe siècle, elle a été clairement élaborée dans les théories plus larges de la guerre totale ou de l'insurrection maoïste, qui encouragent toutes deux la population civile à jouer son rôle dans la lutte politique et militaire en endossant des rôles d'assistance. Les obligations humanitaires sont également au cœur du patriotisme, qui veut que les professionnels de l'aide soignent, nourrissent, éduquent, abritent et protègent régulièrement leur propre peuple et leurs alliés pour leur cause et la

Stoddard, A., Harvey, P., Timmins, N. et al. (2022) Faciliter l'intervention locale : les nouvelles priorités humanitaires en Ukraine Mars-Mai 2022. Londres : Impacts humanitaires (www.humanitarianoutcomes.org/Ukraine_review_June_2022).

poursuite de la victoire. Lors des deux guerres mondiales, la plupart des sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge étaient alignées sur leurs gouvernements. Elles ont pris parti en tant qu'organisations humanitaires patriotiques.¹⁹

Il est évidemment intéressant de noter que la résistance humanitaire naît souvent d'une résistance aux organisations humanitaires conventionnelles, qui sont considérées comme excessivement dominatrices ou inefficacement prudentes. Les militants humanitaires locaux désespèrent souvent des modèles d'aide existants et les rejettent pour faire cavalier seul, sans être gênés par la neutralité ou des niveaux de bureaucratie et de gestion inappropriés. C'est précisément ce qu'ont fait les fondateurs de l'ERD en Éthiopie dans les années 1980 et, à bien des égards, Save the Children et Oxfam sont nées de la résistance humanitaire au blocus britannique de l'Europe occupée lors des guerres mondiales successives. Le Joint Distribution Committee (JDC) américain, fondé pendant la Première Guerre mondiale, a sauvé plus de 30 000 Juifs du nazisme dans les années 1930 et 1940. L'International Rescue Committee (IRC) est également né de la résistance humanitaire engagée politiquement. Il a commencé dans les années 1930 à sauver secrètement et courageusement des personnes du nazisme grâce à son réseau de résistance. Aujourd'hui, c'est une ONG internationale de premier plan et un bastion de l'establishment humanitaire neutre.

Les organisations religieuses affichent un bon bilan en matière de résistance humanitaire. Alors que de nombreuses organisations chrétiennes ont soutenu le fascisme européen ou se sont compromises avec lui, de nombreux chrétiens, prêtres et membres d'ordres religieux se sont activement engagés dans la résistance pour sauver des personnes menacées. Diverses formes de résistance humanitaire ont également constitué un élément important de la théologie catholique de la libération, qui a résisté à la dictature dans de nombreuses régions d'Amérique latine. Bon nombre d'organisations catholiques qui s'occupaient de leurs communautés en Amérique centrale et en Amérique du Sud dans les années 1970 et 1980 étaient engagées politiquement et prenaient parti. L'archevêque Oscar Romero est la figure de proue martyre de ces mouvements activistes. Son humanité était fondée sur une solidarité concrète avec les pauvres et sur une opposition franche à l'injustice du système politique dominant de son époque. Aujourd'hui, dans toute l'Europe, les familles qui arborent des drapeaux ukrainiens et aident ou accueillent des réfugiés ukrainiens le font autant dans un esprit de résistance que dans un esprit d'humanité. Ces deux valeurs morales ne s'opposent pas l'une à l'autre. En effet, un devoir de résistance exige souvent un devoir d'aide.

¹⁹ Hutchinson, J. (1996) Champions of charity: war and the rise of the Red Cross. Oxford: Routledge.

²⁰ Butler-Gallie, F. (2019) *Priests de la Resistance!*. Londres : Oneworld Publications.

²¹ Linden, I. (2009) Global Catholicism: diversity and change since Vatican II. Londres: Hurst, ch 5–7.

Résistance humanitaire et éthique humanitaire

La résistance humanitaire a une valeur morale considérable parce qu'elle prend simultanément deux engagements éthiques importants: l'un en faveur de la justice politique et l'autre en répondant à la souffrance individuelle causée par l'injustice. En outre, elle est intrinsèquement plus locale que de nombreux efforts humanitaires internationaux. Cela lui confère une troisième dimension éthique importante: celle d'être politiquement autodéterminée, conformément à la nouvelle valeur humanitaire de l'aide « localisée » non coloniale.²² Ce triple objectif est un engagement moral plus ambitieux que l'humanitarisme neutre, qui est moralement myope en ce qu'il se concentre étroitement sur la seule souffrance et s'abstient aveuglément de tout engagement dans une éthique politique plus large. L'humanitarisme neutre est délibérément aveugle aux distinctions entre tyrannie et démocratie, agression et légitime défense, cause juste et cause injuste, et il s'abstient de toute «controverse de nature politique, raciale, religieuse ou idéologique ».²³ Seuls les corps en souffrance comptent. Il s'agit d'un engagement éthique louable, mais moins important que l'humanitarisme de résistance, qui voit et affronte l'injustice tout en aidant les victimes qu'elle fait.

L'engagement politique des humanitaires résistants est éthiquement fondé sur un devoir moral de contrer l'injustice et de défier la tyrannie qui a toujours été universellement compris. Candice Delmas reconnaît ce devoir comme un «devoir de résistance» naturel. Elle ajoute à ce devoir naturel un «devoir associatif» spécifique qui nous oblige à soutenir ceux avec qui nous partageons une association politique en tant qu'État, communauté ou identité de quelque sorte. Ces devoirs nous obligent à contribuer à «rectifier et communiquer» les conditions immorales et à «affirmer et agir en solidarité» avec les personnes qui souffrent autour de nous.²⁴ Les humanitaires résistants sont clairement mobilisés par ce devoir universel et par leur devoir associatif spécifique en tant qu'Ukrainiens, Syriens ou démocrates. Leur travail humanitaire a également un effet éthique supplémentaire en renforçant le moral des personnes luttant pour une cause politique juste.

Si la résistance est fondée sur l'éthique, l'humanitarisme d'un groupe de résistance doit l'être aussi. Les organisations humanitaires de résistance ne peuvent être fidèles à leur description d'humanitaires que si elles sont guidées par les deux valeurs fondamentales de l'humanitarisme qui sont largement reconnues dans l'éthique, la politique et le droit: l'humanité et l'impartialité. Les humanitaires de la résistance doivent s'en tenir fermement au premier principe d'humanité de l'idéologie humanitaire, à savoir « protéger la vie et la santé et assurer le respect de l'être humain ». La plupart de ces organisations agissent aujourd'hui sur ce principe de façon habituelle en secourant des personnes ou en travaillant

²² Slim, H. (2021) 'Localization is self-determination' *Frontiers* (www.frontiersin.org/articles/10.3389/ fpos.2021.708584/full#:~:text=The%20fundamental%20moral%20and%20political,the%20right%20to%20self-determination).

²³ Pour en savoir plus sur le principe de neutralité, voir www.ifrc.org/fundamental-principles.

²⁴ Delmas, C. (2020) duty to resist: when disobedience should be uncivil. Oxford: Oxford University Press, ch 5–6.

Pour un aperçu de l'éthique humanitaire moderne, voir Slim, H. (2015) *Humanitarian ethics: a guide to the morality of aid in war and disaster.* Londres et Oxford: Hurst and Oxford University Press.

dans des hôpitaux, des écoles, des programmes alimentaires et des camps de déplacés, souvent avec beaucoup de courage en tant que personnes déplacées elles-mêmes et parfois sous les attques ou au risque d'être assassinées, capturées et emprisonnées.

L'impartialité doit également être importante pour les humanitaires de la résistance. Il s'agit de l'obligation d'appliquer le principe d'humanité de manière équitable, sans discrimination et en se laissant guider par les seuls besoins de la personne. Dans les zones de résistance, il est relativement facile d'utiliser le besoin humain comme critère principal dans l'établissement des priorités et les décisions de distribution, car les organisations aident leurs propres communautés de résistants. Mais l'épreuve de vérité pour les humanitaires de la résistance est de reconnaître les besoins de leurs ennemis. Les organisations humanitaires de résistance ukrainiennes répondront-elles équitablement aux besoins des soldats russes blessés et des civils pro-russes à Kherson et dans le Donbass s'ils se déplacent dans les zones précédemment occupées après une contre-offensive ukrainienne réussie? Les humanitaires de la résistance en Birmanie nourriront-ils les familles des responsables de la dictature et éduqueront-ils leurs enfants? L'éthique humanitaire leur impose de le faire.

Une éthique du secret et du sacrifice

Deux autres engagements éthiques se distinguent dans la résistance humanitaire: le secret et le sacrifice.

Le secret est un engagement éthique important dans la résistance humanitaire. Opérant sans le consentement de leurs ennemis, les humanitaires de la résistance doivent souvent recourir à des opérations secrètes pour protéger les personnes qu'ils aident et pour se protéger eux-mêmes. Ils doivent également tromper délibérément l'ennemi en cachant et en travestissant leurs activités humanitaires, et en mentant à leur sujet. Ces opérations secrètes ne sont pas nouvelles pour l'aide humanitaire et sont moralement justifiables dans certaines circonstances. La dictature et l'invasion illégale font partie de ces circonstances. Il n'est pas moralement mauvais de tromper les tyrans et les envahisseurs si on le fait pour une bonne cause.

Le secret a également sa place au sein d'une organisation humanitaire de résistance. Dans les opérations secrètes, il est essentiel pour la sécurité et le succès que les informations soient limitées. Le travail humanitaire clandestin limite généralement le contrôle opérationnel ultime à un très petit nombre de personnes clés. La plupart des membres de l'organisation sont délibérément tenus dans l'ignorance du fonctionnement de l'ensemble de l'organisation et des personnes impliquées dans les différentes activités. L'exemple paradigmatique du secret intra-organisationnel dans la résistance humanitaire est le chemin de fer clandestin aux États-Unis, qui a fait passer clandestinement des esclaves en fuite dans les États du Nord et au Canada, au mépris de la loi sur les esclaves fugitifs. Le Chemin de fer était un réseau de voies d'évasion secrètes et de refuges qui a sauvé environ 100 000 personnes au cours de la première moitié du XIXe siècle. Le Chemin de fer était géré par un réseau de quakers, d'abolitionnistes et d'anciens esclaves. Il était coordonné par le bouche à oreille par différents «conducteurs» qui mettaient un point d'honneur à ne pas connaître l'identité des autres et à ne pas disposer de cartes ou de listes de refuges.

Les réseaux secrets, diffus et sans tête comme le Chemin de fer sont souvent essentiels au succès de la résistance humanitaire, et éthiquement justifiés par leurs bonnes intentions et le caractère juste de leurs résultats.

L'impératif du secret dans certaines opérations de résistance humanitaire impose un devoir de diligence distinct aux bailleurs de fonds et à ceux qui les soutiennent pour respecter et protéger ce secret. La discrétion des donateurs est essentielle pour protéger les personnes et garantir le succès. Il en va de même pour un partenariat responsable avec un réseau de résistance émergent. Il serait désastreux d'essayer de trop le développer ou de le forcer à se conformer aux normes conventionnelles, de sorte qu'une opération de résistance soit détournée de sa nature essentielle, diffuse, résiliente et dirigée localement. De leur côté, les humanitaires de la résistance doivent trouver le bon équilibre pour être suffisamment responsables vis-à-vis de leurs partenaires financiers sans nuire à leur réseau.

La disposition à l'abnégation ou au martyre pour la cause tend à être plus développée et acceptée dans la résistance humanitaire que dans l'humanitarisme neutre. La résistance humanitaire, avec son engagement politique manifeste, entraîne plus de coûts, car les ennemis considèrent la prise de parti politique comme une menace directe. Les opérations secrètes sont aussi généralement considérées comme de la criminalité et de la trahison. Par conséquent, les humanitaires partisans prennent souvent des risques beaucoup plus importants que les humanitaires neutres et sont prêts à mourir pour ce qu'ils font parce que cela signifie beaucoup pour eux. Ils considèrent leur mort comme une mort politique pour leur cause et pour les valeurs humanitaires. Cela confère à leur militantisme un engagement ultime et existentiel, qui n'existe généralement pas chez les professionnels de l'humanitaire international dont la carrière les mène relativement confortablement d'une crise à l'autre sans enjeu personnel direct.

Résistance humanitaire et droit international

Il n'y a pas d'obstacle juridique évident à la pratique de la résistance humanitaire. Les objectifs humanitaires des organisations de résistance sont fermement ancrés dans les droits de l'homme à la vie, à la santé, au logement, à l'éducation, aux moyens de subsistance et au traitement humain, et souvent dans le droit politique plus large à l'autodétermination. La responsabilité de résister à l'oppression extérieure et d'aider son propre peuple est également déduite du principe déclaratoire de l'article 29 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui affirme que «toute personne a des devoirs envers la communauté dans laquelle seul le libre et plein développement de sa personnalité est possible ».

Le DIH n'exige pas la neutralité dans la fourniture de l'aide humanitaire et reconnaît l'action humanitaire engagée politiquement ainsi que l'action neutre. Insister sur la neutralité en tant que composante de l'action humanitaire n'aurait aucun sens, car les différentes dispositions du DIH exigent que l'accès humanitaire, les secours et le traitement humain soient donnés et garantis par les parties belligérantes elles-mêmes, qui ne sont par définition pas des parties neutres. Le DIH exige que les organisations de secours soient des «organismes humanitaires impartiaux». ²⁶ Comme nous l'avons vu précédemment, les organisations de résistance humanitaire peuvent agir de manière impartiale, même si elles ne sont pas neutres.

L'article 23 de la Quatrième Convention de Genève insiste sur le fait que l'aide humanitaire ne doit pas être utilisée pour donner « un avantage certain » aux « efforts militaires ou à l'économie de l'ennemi ». Il serait difficile d'invoquer ce principe à l'encontre des organisations de résistance car, par nature, les situations de résistance impliquent généralement une asymétrie de pouvoir importante entre des tyrans, des envahisseurs ou des occupants puissants et des mouvements de résistance beaucoup plus faibles. Il est également largement entendu que le principe du libre passage s'applique à tout envoi de secours, qu'il soit envoyé par des États, des organisations humanitaires ou des particuliers, ou régulièrement importé. Pacune source de soutien ni aucun type d'organisation n'a le monopole de l'aide.

Cependant, on pourrait arguer qu'un avantage indéniable serait octroyé si l'argent d'aide pour les organisations de résistance était utilisé directement pour financer les opérations militaires de l'aile armée d'un mouvement de résistance, ou des forces armées gouvernementales dans une lutte de résistance nationale. Cette aide ne serait alors plus humanitaire mais militaire.

La discussion sur le détournement de fonds et le soutien indirect au terrorisme a bien sûr été au cœur de la «guerre contre le terrorisme» et des différends au sujet de l'harmonisation ou non de la législation antiterroriste avec le droit international humanitaire (DIH). En pratique, la politique occidentale a eu tendance à être dure avec les mouvements de résistance auxquels elle s'oppose, comme le Hamas et les talibans, et complaisante avec ceux qu'elle soutient, comme ceux d'Ukraine et du Myanmar. Par

²⁶ Quatre Conventions de Genève (1949), article 3 commun.

Voir les commentaires sur l'article 23 de la quatrième Convention de Genève (https://ihl-databases.icrc.org/applic/ihl/ihl.nsf/Comment.xsp?action=openDocument&documentId=66oCC3CB7oE98F1AC12563CDoo42B693).

conséquent, le rejet juridique de la résistance humanitaire dans certains cas dépend de la préférence politique et de l'interprétation juridique de certains États, et non des exigences juridiques fondamentales du DIH lui-même, qui ne s'oppose pas en soi à l'octroi de mesures d'aide par des parties politiquement engagées. En fait, il l'exige.

Depuis les années 1990, le principe de neutralité est apparu comme une loi et une politique dans les définitions de l'action humanitaire des Nations Unies. La résolution 46/182 de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui a établi le système humanitaire des Nations Unies en 1991, insiste sur la neutralité comme composante nécessaire de l'action humanitaire internationale menée par les agences des Nations Unies.²8 La résolution annuelle de l'Assemblée générale sur le renforcement de la coordination du système humanitaire international persiste dans cette voie. Mais cette résolution et ses résolutions de mise à jour font référence aux agences des Nations Unies et les réglementent. Son insistance sur la neutralité dans l'action humanitaire des agences des Nations Unies visait délibérément à limiter l'ingérence politique internationale dans la souveraineté des États bénéficiaires de l'aide. La résolution 46/182 et les résolutions qui ont suivi ne plaident pas pour la neutralité dans les efforts nationaux d'aide publique ou les efforts des organisations locales d'aide et des réseaux d'entraide au niveau communautaire. En tout état de cause, les résolutions de l'Assemblée générale ne sont pas contraignantes pour les États.

Un principe fondamental du DIH est la parité morale et juridique entre les parties belligérantes. Cela garantit que toutes les forces militaires, quelle que soit leur cause politique, doivent être traitées également en vertu du droit humanitaire.

La même parité doit être appliquée explicitement aux organisations humanitaires qui travaillent d'un côté ou de l'autre dans un conflit. Il est légalement et éthiquement incorrect de dire que les agences humanitaires qui sauvent des vies de façon impartiale du côté de votre ennemi ne sont pas aussi légitimes que les agences humanitaires qui sauvent des vies de votre côté. Reconnaître la parité morale entre les humanitaires non neutres confère un respect éthique et juridique adapté aux humanitaires partisans.

²⁸ Résolution 46/182 de l'Assemblée générale des Nations Unies (1991) (https://documents-dds-ny.un.org/doc/RESOLUTION/GEN/NR0/582/70/IMG/NR058270.pdf?OpenElement).

Une source de « pollution » pour l'action humanitaire conventionnelle ?

Au-delà des questions de droit, la reconnaissance plus formelle de la résistance humanitaire dans la politique et la pratique de l'aide risque de nuire à la perception de l'assistance humanitaire conventionnelle. Si l'on admet généralement que certains humanitaires peuvent prendre parti et le font effectivement, cela pourrait-il faire de tous les humanitaires des objets de suspicion et les exposer encore davantage à des obstructions et à des attaques en tant qu'ennemis potentiels ? Cette crainte suppose que la reconnaissance d'une nouvelle catégorie d'acteurs humanitaires entachera l'humanitarisme neutre par association. Une nouvelle notion de résistance humanitaire pourrait brouiller et polluer les conceptions internationales soigneusement établies de l'humanitarisme qui mettent l'accent sur la transparence, la négociation, le consentement du gouvernement en place, la neutralité et l'indépendance ; toutes ces conceptions ne constituent pas des principes d'action nécessaires pour la résistance humanitaire. Deux éléments suggèrent que la crainte d'une « pollution » est probablement exagérée.

Tout d'abord, de nombreux organismes humanitaires internationaux semblent ne pas avoir conscience qu'ils sont déjà perçus comme étant partiaux plutôt que neutres. Dans la plupart des guerres et des luttes de résistance actuelles, les agences d'inspiration libérale financées par des pays occidentaux sont systématiquement considérées comme un stratagème d'interventionnisme occidental. Leur neutralité adoptée n'est nullement prise au pied de la lettre par les régimes autoritaires, les gouvernements, les sociétés et les belligérants en Asie, en Afrique et en Amérique latine. C'est l'une des raisons pour lesquelles leur accès et leur ambition sont souvent entravés, parce qu'elles incarnent une vision occidentale du monde et des intérêts occidentaux, et parce qu'elles sont typiquement dirigés par des Occidentaux.

Ensuite, il n'est pas du tout certain que l'expansion de l'humanitarisme par la reconnaissance explicite des humanitaires partisans nuira à l'humanitarisme conventionnel. Sur ce sujet, il existe une analogie instructive avec les combattants partisans. Boyd van Dijk a montré comment les combattants partisans n'ont reçu aucune reconnaissance et protection juridiques pendant des décennies dans le cadre du droit international humanitaire.²⁹ Au lieu de cela, ils ont été moralement considérés comme inacceptables parce qu'ils ont combattu de façon déshonorante comme des «irréguliers» sans uniforme ni insigne, et parce qu'ils ont mené des opérations clandestines. Ils étaient perçus comme des voyous immoraux, contrairement aux militaires professionnels, qui étaient attachés à l'honneur et aux principes. En conséquence, les partisans étaient régulièrement exécutés lorsqu'ils étaient capturés. Cependant, avec le temps, les résistances et les forces partisanes ont été considérées comme justifiées et courageuses dans leurs luttes contre le nazisme, l'impérialisme et le communisme, et les États ont changé les lois de

van Dijk, B. (2022) *Preparing for war: the making of the Geneva Conventions*. Oxford: Oxford University Press, ch 4.

la guerre pour leur attribuer une reconnaissance officielle. Les résistants partisans (aujourd'hui appelés groupes armés) sont désormais légalement reconnus et protégés en tant que combattants. Cela n'a ni perturbé ni diminué la reconnaissance des forces gouvernementales conventionnelles.

Nous avons besoin d'un processus similaire de reconnaissance morale et de protection juridique pour les humanitaires partisans. Leur action humanitaire doit être reconnue comme utile et légitime. Leur approche peut être différente de celle des humanitaires neutres, mais leur droit d'être respectés et protégés est le même. Reconnaître les activités des résistants humanitaires ne doit pas polluer ou endommager l'identité des humanitaires conventionnels, qui arborent leurs insignes officiels sur leurs T-shirts et sur leurs camions, et dont les méthodes neutres spécifiques sont largement comprises.

Résistance anti-humanitaire

Un plus grand obstacle à la légitimité de la résistance humanitaire se dresse lorsque celle-ci est menée par des groupes dont la cause politique, l'action militaire et le travail humanitaire sont profondément en contradiction avec la moralité, l'humanité et l'impartialité universelles. Ces groupes opèrent selon des valeurs clairement anti-humanitaires. Ils sont souvent étroitement liés aux forces gouvernementales et aux forces armées qui commettent des atrocités de masse et violent régulièrement le DIH, et leurs efforts humanitaires sont inhumains à bien des égards. En tant que tels, ils sont plus justement décrits comme incarnant une résistance profondément incivile et anti-humanitaire.

À ce sujet, les talibans constituent un cas intéressant. Lorsque l'Afghanistan était sous occupation soviétique, de nombreux humanitaires occidentaux ont soutenu la résistance djihadiste des moudjahidines. Les humanitaires occidentaux ont travaillé en étroite collaboration avec eux parce qu'ils considéraient leur cause comme politiquement juste et qu'ils reconnaissaient les efforts humanitaires évidents de leur résistance. Une même reconnaissance de la résistance humanitaire en Afghanistan dans les 20 ans qui ont suivi 2001 était beaucoup plus problématique, alors que la résistance à l'invasion des États-Unis et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) était dominée par les talibans. Les efforts de résistance des talibans étaient axés sur la santé, l'éducation et le soutien à la survie des personnes qui étaient sous leur contrôle. Toutefois, la reconnaissance de leurs priorités et de leurs méthodes en tant que résistance humanitaire était problématique pour deux raisons: premièrement, parce que les institutions humanitaires des talibans étaient sous l'autorité directe de dirigeants politiques qui organisaient et justifiaient des atrocités de masse ; et deuxièmement, parce que l'idéologie humanitaire des talibans ne répondait pas au critère d'impartialité en raison des persécutions menées contre les femmes et les jeunes filles. Il est clairement erroné de considérer une aide telle que celle-ci, à la fois profondément anti-humanitaire et anti-impartiale, comme une résistance humanitaire, même si elle sauve et protège la vie de certaines personnes.

Dans l'histoire humanitaire du XXe siècle, la Croix-Rouge allemande constitue le paradigme d'une agence anti-humanitaire politiquement engagée. Une partie de leur travail consistait à sauver des vies allemandes et à protéger les prisonniers de guerre alliés conformément aux valeurs humanitaires,

mais leurs ambulances servaient également à fournir du gaz Zyklon B aux camps de la mort nazis.3º La complicité des dirigeants de la Croix-Rouge allemande avec le génocide nazi démontre que le rôle de secours des organisations nationalistes et de résistance doit toujours être jugé selon leur niveau de complicité avec des systèmes politiques inhumains. Les résistants humanitaires qui agissent réellement selon les principes de l'humanité et de l'impartialité ne peuvent pas être systématiquement considérés comme inhumains et immoraux parce qu'ils soutiennent une cause injuste. Au lieu de cela, leur niveau de participation active au soutien de l'inhumanité de cette cause doit être la principale mesure de leur légitimité humanitaire ou de leur déshonneur. Comme leurs homologues militaires, les résistants humanitaires doivent être jugés sur leur complicité avec la barbarie, et non simplement sur leur loyauté politique.

Cette question de la complicité avec la barbarie constitue aujourd'hui un test pour les humanitaires politiquement engagés dans le Donbass occupé par la Russie. Dans ce contexte, il peut y avoir des organisations pro-russes engagées dans l'aide humanitaire qui opèrent de manière impartiale dans la société qui les entoure afin de sauver et d'améliorer des vies. Mais il peut aussi y avoir des groupes pro-russes d'assistance qui coopèrent volontairement avec les politiques illicites et barbares du gouvernement russe de filtration, de séparation des familles, de torture, d'expulsion, de disparition et d'exécution sommaire des Ukrainiens. Si tel est le cas, ils ne peuvent pas prétendre être humanitaires mais doivent au contraire être en fait reconnus comme participants à des crimes internationaux.

Le test de légitimité est extrêmement important pour les résistants humanitaires. Mais il est tout aussi important de noter que les organisations d'aide anti-humanitaire sont probablement minoritaires. La grande majorité des organisations de résistance sont préparées et capables de mener des opérations de secours et d'assistance dans l'esprit des principes fondamentaux d'humanité et d'impartialité.

³⁰ Morehead, C. (1998) Dunant's dream: war, Switzerland and the history of the Red Cross. Londres: Harper Collins.

La résistance humanitaire dans l'humanitarisme

Les résistants humanitaires jouent un rôle très important dans la réduction de la souffrance humaine causée par la guerre et par les dictatures militaires, ainsi que dans d'autres résistances civiles à l'injustice dans lesquelles des personnes sont persécutées à cause de leur race ou de leur religion, ou pour des raisons de misogynie, d'homophobie ou de transphobie. Leurs organisations humanitaires politiquement engagées s'élèvent pour soulager la souffrance humaine dans un esprit d'humanité et d'impartialité qui les représente en train d'agir en tant qu'humanitaires. Leur action humanitaire est authentique. Le fait que les convictions humanitaires de ces personnes coïncide avec leurs engagements politiques et leur opposition à un ennemi ne doit pas nous conduire à ignorer leur action humanitaire. Une vie sauvée dans le cadre de la résistance est une vie sauvée. Des civils sauvés d'une ville assiégée par des réseaux de résistance sont bel et bien des civils sauvés. L'entraide organisée clandestinement par les communautés lesbiennes, gaies, bisexuelles, transsexuelles et queer (LGBTQ) est bien une aide réelle. Le travail des résistants humanitaires est en lui-même un travail humanitaire; il n'est pas une quelconque déformation d'une pratique plus authentique. Les activités de secours et de protection menées par la résistance humanitaire sont des manifestations extrêmement importantes d'une humanité en action pour des millions de personnes aujourd'hui, et le resteront.

Le monde doit s'attendre à un accroissement de la résistance civile à l'autoritarisme, à l'injustice climatique, aux guerres entre États, aux inégalités, aux phobies de toutes sortes et à la discrimination. Cette tendance produira de nouveaux mouvements sociaux, d'entraide et de survie dans lesquels les activités humanitaires de secours joueront un rôle central. Il est impératif que les humanitaires conventionnels comprennent et respectent la résistance humanitaire, et trouvent des moyens de la soutenir prudemment et discrètement sans menacer son caractère local et souvent clandestin.